



PLAN STRATEGIQUE DE DEVELOPPEMENT DU DISTRICT DE BAMAKO

GOUVERNANCE LOCALE, PAUVRETE
ET PARTENARIAT DANS LE DISTRICT DE
BAMAKO

Tome II
STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT A LONG TERME
Horizon 2003-2012



Novembre 2002

Bureau National d'Etudes
Techniques et de
Developpement
BNETD - Abidjan

Association Libre pour la Promotion
De l'Habitat et le Logement
ALPHALOG - Bamako

LISTE DES ABREVIATIONS

- BUPE** : Brigade Urbaine pour la Protection de l'Environnement
CODI : Centre d'Orientation , de Documentation et d'Information du District
DRT : Direction Régionale du Transport
DSUVA : Direction des Services Urbains de Voirie et d'Assainissement
DRAER : Direction Régionale de l'Aménagement et de l'Equipement Rural
DRUH : Direction Régionale de l'Urbanisme et de l'Habitat
DRTP : Direction Régionale des Travaux Publics
DCT-CARPOL : Direction de la Cartographie et de la Topographie – Cartographie Polyvalente
BRCTU: Bureau de régulation de la Circulation et des Transports Routiers
DFD: Division Financière du District
DB: District de Bamako
DRS : Direction Régionale de la Santé
DRCN : Direction Régionale de la Conservation de la Nature
DRHE : Direction Régionale de l'Hydraulique et de l'Energie
DRACPN : Direction Régionale de l'Assainissement, Contrôle de la Pollution et des Nuisances
DRDSES: Direction Régionale du Développement Social et de l'Economie Solidaire
DRPFEF:Direction Régionale de la Protection de la Femme, de l'Enfant et de la Famille
DRAMR:Direction Régionale de l'Appui au Monde Rural
DRCC: Direction Régionale du Commerce et de la Concurrence

SOMMAIRE

I. INTRODUCTION	3
I.1. <u>CONTEXTE</u>	4
I.2. <u>MÉTHODOLOGIE</u>	5
I.2.1. <u>Les Travaux des Commissions Techniques</u>	5
I.2.2. <u>La Journée Publique de Consultation</u>	5
I.2.3. <u>L'Etude Diagnostic du District</u>	6
I.2.4. <u>L'Atelier d'Elaboration du Plan Stratégique</u>	6
II. DOMAINES PRIORITAIRES D'INTERVENTION	8
III. COMMENTAIRES DES THEMATIQUES	10
III.1. <u>ECONOMIE URBAINE</u>	11
III.2. <u>GOUVERNANCE LOCALE</u>	12
III.3. <u>ENVIRONNEMENT ET QUALITÉ DE VIE</u>	14
III.4. <u>EDUCATION</u>	16
III.5. <u>CULTURE, SPORT ET LOISIR</u>	17
III.6. <u>URBANISATION ET CADRE DE VIE</u>	20
IV. VISION GLOBALE ET PAR DOMAINES PRIORITAIRES D'INTERVENTION	23
IV.1. <u>VISION GLOBALE</u>	24
IV.2. <u>VISIONS THÉMATIQUES</u>	25
V. PRÉSENTATION DU PLAN STRATÉGIQUE	26
V.1. <u>OBJECTIFS</u>	27
V.1.1. <u>Economie Urbaine</u>	27
V.1.2. <u>Gouvernance locale</u>	27
V.1.3. <u>Environnement et Qualité de vie</u>	28
V.1.4. <u>Education</u>	28
V.1.5. <u>Culture Sport et Loisir</u>	28
V.1.6. <u>Urbanisation et cadre de vie</u>	29
V.2. <u>RÉSULTATS</u>	30
V.2.1. <u>Economie Urbaine</u>	30
V.2.2. <u>Bonne Gouvernance</u>	30
V.2.3. <u>Environnement</u>	31
V.2.4. <u>Education</u>	31
V.2.5. <u>Culture, Sport et Loisir</u>	31
V.2.6. <u>Urbanisation</u>	32
VI. CADRES LOGIQUES	33
VI.1. <u>ECONOMIE URBAINE</u>	34
VI.2. <u>GOUVERNANCE LOCALE</u>	37
VI.3. <u>ENVIRONNEMENT ET QUALITÉ DE VIE</u>	39
VI.4. <u>EDUCATION</u>	42
VI.5. <u>CULTURE SPORT ET LOISIRS</u>	44
VI.6. <u>URBANISATION ET CADRE DE VIE</u>	46

PRESENTATION

A la suite de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) tenue à Istanbul en 1996, le Programme de Gestion Urbaine (P.G.U) et ses partenaires se sont impliqués dans l'élaboration de plans stratégiques de développement dans plusieurs villes Ouest-africaines.

Les autorités de la Mairie du District de Bamako, toujours soucieuses de se munir d'outils de gestion appropriés pour guider les activités qu'elles auront à mener, ont d'abord organisé un forum de responsabilisation et d'implication des leaders locaux, puis elles ont établi un programme intérimaire de développement économique et social, enfin elles ont saisi cette opportunité offerte par le PGU pour se doter d'un plan stratégique de développement.

Pour l'élaboration de ce plan, la démarche adoptée a été participative et a tenu compte de la pluralité des acteurs de développement .Elle s'est articulée autour de trois (3) éléments principaux :

- **L'ÉTUDE DIAGNOSTIQUE** (effectuée par un consultant indépendant:l'ONG ALPHALOG)
- **LES TRAVAUX DES COMMISSIONS TECHNIQUES** (au nombre de 7 et constituées chacune par des représentants des Directions Nationales, des Directions Régionales de la Société civile, des Services Propres de la Mairie du District, des Conseillers du District et des Conseillers municipaux des Communes du District)
- **ET LA JOURNÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION** (effectuée avec 200 participants).

Commencé en Janvier 2001 et terminé en Septembre 2002 ce plan comprend trois (3) Tomes. Il s'inscrit parfaitement dans les objectifs du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) qui est le cadre unique de référence de toutes les actions de lutte contre la pauvreté et de développement économique et social au Mali.

Le Tome 1 Diagnostic : Il constitue la 1^{ère} phase et a pour objet l'analyse stratégique du District de Bamako. Cette analyse privilégie le développement durable qui concerne tous les secteurs du développement et la mobilisation de tous les acteurs potentiels. Elle inclut notamment le diagnostic urbain, les informations recueillies des rapports de groupes de travail sectoriels et de la Journée publique de consultation puis le diagnostic stratégique.

Le Tome 2 Plan Stratégique 2003 – 2012 : C'est la 2^{ème} phase, le plan à long terme. Il contient les éléments de planification pour une période de 10 ans, à savoir une vision claire de l'avenir désirée par les autorités et les populations et un plan d'action visant à la matérialiser.

Le Tome 3 Plan Triennal 2003 – 2005 : Il constitue les 3^{ème} et 4^{ème} phases du Projet. Ce Plan Triennal est tiré du Plan à long terme et comprend 50 projets prioritaires ainsi que les dispositifs de suivi et d'évaluation de l'ensemble du Plan Stratégique.

La Maîtrise d'œuvre de l'élaboration de ce Plan Stratégique de Développement est assurée par le BNETD (Bureau National d'Etude Technique et de Développement) de la Côte d'Ivoire .

I. INTRODUCTION

I.1. Contexte

Le District de Bamako a entrepris en décembre 1999 l'élaboration de son programme de développement. Il était difficile de démarrer avec la planification stratégique qui prenait plus de temps notamment pour mener l'étude diagnostic et organiser une réelle participation des populations au processus. Le District a finalement opté pour un programme intérimaire de 18 mois de Juin 2000 à décembre 2001.

Cette période devrait permettre :

- De renforcer l'expertise du personnel du District en matière de planification ;
- de doter le District d'outils de mise en œuvre du programme de développement ;
- de mieux préparer un processus plus long et plus complexe de planification (plan stratégique).

Le processus du plan intérimaire devra notamment déboucher sur l'émergence d'une culture d'élaboration et de mise en œuvre de programme de développement. L'élaboration de futurs programmes nécessitera moins d'effort et de ressources.

Il est nécessaire que la Mairie du District dispose d'un plan stratégique qui est de plus en plus une exigence pour le financement des actions de développement ainsi que la clarification du rôle des diverses collectivités territoriales et autres acteurs qui interviennent dans le développement de la ville.

I.2. Méthodologie

Le plan stratégique de la Mairie du District de Bamako a été élaboré de manière participative et en tenant compte de l'analyse des principaux sujets de développement du District.

Le processus d'élaboration s'est articulé autour de quatre étapes importantes :

I.2.1. Les Travaux des Commissions Techniques

Conformément à la lettre n° 028 / MD-B / 2001 du Maire du District de Bamako, le séminaire atelier pour l'élaboration du plan stratégique du District de Bamako s'est tenu au Centre Régional d'Energie Solaire (CRES) les 16 et 17 janvier 2001.

L'atelier a regroupé les représentants de la plupart des départements ministériels et s'inscrivait dans le cadre du diagnostic stratégique pour l'élaboration d'un plan stratégique de développement de la ville. Après la cérémonie d'ouverture de l'atelier, les travaux se sont poursuivis en 7 sous ateliers.

A cet effet, sept commissions ont été constituées.

1. Commission I Aménagement du territoire : Aspects fonciers ;
2. Commission II Aménagement du territoire : Infrastructures et Equipements Collectifs ;
3. Commission III Développement Economique et Mobilisation des Ressources Locales ;
4. Commission IV Développement Social et Sécurité ;
5. Commission V Développement de la Culture, du Sport et des Loisirs ;
6. Commission VI Environnement et cadre de Vie ;
7. Commission VII Développement institutionnel et Gouvernance Locale.

Plus de soixante cinq services techniques municipaux et de l'Etat couvrant tous les secteurs d'intervention du District étaient représentés.

La méthodologie était basée sur le brainstorming qui a permis de recenser toutes les préoccupations des participants, de faire l'état des lieux, de dégager les tendances et les idées fortes, de les discuter et de faire la synthèse.

Cette méthodologie a permis une plus grande participation de tous les niveaux de services techniques concernés par le processus de planification.

I.2.2. La Journée Publique de Consultation

La journée publique de consultation a été organisée le 8 février 2001 au Palais des Congrès.

L'objectif de la journée publique de consultation était de recueillir des informations sur les six sujets principaux préoccupant les populations du District de Bamako :

1. Foncier et Développement de la ville
2. Services Sociaux Urbains
3. Services Réseaux urbains
4. Développement et Services Economiques
5. Environnement/ Cadre de vie/ Sport/ Art/ Culture et Loisir
6. Gestion/ Administration municipale et sécurité.

La journée publique de consultation a été organisée sous forme d'un forum global de discussion comportant des sous atelier et une plénière conformément aux thématiques ci-dessus mentionnées.

Les travaux ont principalement porté sur les :

- la qualité des services rendus par le District ;
- l'état des lieux par rapport à chaque thème (force et faiblesses, les opportunités et les menaces) ;
- les solutions et recommandations.

Plus de 200 personnes de la société civile comprenant les principales couches socioprofessionnelles ont pris part à la consultation publique.

Les thèmes proposés avaient trait à la qualité des services rendus par les municipalités et leurs dénembolements administratifs (services techniques).

Ces différents sujets soumis à l'appréciation des participants ont fait l'objet d'analyse et de propositions de solutions.

I.2.3. L'Etude Diagnostic du District

L'objet de cette étude est l'analyse stratégique du District de Bamako. Cette analyse priviliege le développement durable qui concerne ici tous les secteurs du développement et la mobilisation de tous les acteurs potentiels. Elle inclut notamment le diagnostic urbain, les analyses stratégiques, les informations recueillies des rapports des commissions de travail sectoriels et de la journée publique de consultation.

La présente étude s'est beaucoup plus appesanti sur les aspects qui n'ont pas été suffisamment éclairés par la journée publique et les travaux des commissions. C'est pourquoi cette étude donne des informations complémentaires sur l'analyse des thématiques et propose également des perspectives à court, moyen et long terme.

L'étude pour mieux coller à la réalité a pris en compte et à exploiter les documents officiels opérationalisables.

Les difficultés de cette étude ont été l'actualisation des statistiques officielles qui sont souvent anciennes mais qui ont quant même l'avantage d'être plus de fiabilité.

La banque de données en cours d'élaboration nous permet déjà d'améliorer et d'approfondir certaines statistiques qui vous seront communiquées.

I.2.4. L'Atelier d'Elaboration du Plan Stratégique

L'atelier d'élaboration du plan stratégique de Développement Economique, Social et Culturel de la Mairie du District s'est tenu du 13 au 16 février au Mémorial Modibo KEITA.

L'atelier était organisé par la Mairie du District avec l'appui financier de la Banque Mondiale à travers le Programme de Gestion Urbaine (P.G.U) sous la supervision du BNETD. Les travaux ont regroupé une soixantaine de participants de différents services du District, de la société civile, les représentants des 6 Communes et du Conseil du District de Bamako.

On notait également la présence des représentants du PGU / BNETD et de l'ONG ALPHA-LOG, chargés d'appuyer l'élaboration du plan stratégique de développement de la Mairie du District.

Les travaux proprement dits se sont déroulés en 4 séquences en plénières et en groupes :

- La 1^{ère} séquence a été consacrée à la détermination de la vision globale et la définition des thèmes d'orientation ;
- La 2^{ème} séquence a concerné la définition des objectifs globaux et spécifiques par thème ;
- La 3^{ème} séquence a porté sur les résultats attendus et les activités par thème ;
- La 4^{ème} séquence a été axée sur la définition des stratégies de mise en œuvre du programme.

L'élaboration du plan stratégique de développement du District a bénéficié de l'appui technique du BNETD et de l'encadrement de ALPHALOG ainsi que la contribution des participants ci-après :

Alphalog

MM	Nom et prénom	Profession	Fonction
	Zié Ib. COULIBALY	Ingénieur de Construction Civile	Secrétaire Général MATEU
	Seydou DIAKITE	Maîtrise en Droit Public	Coordinateur National ALPHALOG
	Dogodiougo DOLO	Consultant	ALPHALOG

District de BAMAKO

	Bokary DIARRA	Conseiller Technique à la Maire du District
	Malick KEITA	ASSISTANT À LA CELLULE DE COORDINATION

Encadrement PGU/BNETD

	Koffi ATTAHI	Coordinateur du partenariat PGU/BNETD
	Appessika KOUAME	PGU/BNETD
	Pascal RAKOTOMALA-LA	PGU/BNETD
	Jean SUY	PGU/BNETD

II. DOMAINES PRIORITAIRES D'INTERVENTION

Pour la période concernée, le Programme n'a pris en compte que les domaines prioritaires de la Mairie du District.

1. Economie Urbaine	L'économie urbaine comprend surtout les questions relevant de la promotion du secteur informel en ce qui concerne la formation de ceux qui l'exercent, son financement, l'amélioration des conditions d'exploitation des marchés et leur cadre, la promotion des filières agroalimentaires.
2. Gouvernance Locale	Les sujets abordés sont les réformes institutionnelles au niveau du District pour ce qui concerne son rôle à côté du Haut Commissariat ainsi que des autres communes du District, l'incivisme de la population, du respect et de l'application des textes, la formation, les bases de données ainsi que la police municipale.
3. Environnement et la Qualité de vie	Ce sont les questions traditionnelles de gestion des déchets solides et liquides, la pollution de l'air, les espaces verts, d'eau potable ainsi que les aspects de santé et de lutte contre la pauvreté dans le District.
4. Culture Sport et loisirs	Ce sont en fait des infrastructures de sport, et de loisir, les aspects liés aux patrimoines ainsi que les maisons de culture.
5. Education	L'éducation recouvre notamment l'amélioration du taux de scolarisation et la qualité de l'enseignement.
6. Urbanisation et cadre de vie	L'urbanisation traite : <ul style="list-style-type: none"> - le foncier ; - la voirie et les réseaux divers - l'éclairage public ; - les logements sociaux ; - le téléphone surtout dans les quartiers défavorisés ; - les marchés.

III. COMMENTAIRES DES THEMATIQUES

III.1. Economie Urbaine

PRINCIPAUX PROBLEMES

L'économie du District se caractérise par :

- Un secteur informel mal organisé, mal exploité et non maîtrisé ;
- Des équipements marchands insuffisants, inadaptés et mal gérés ;
- La mobilisation insuffisante des ressources ;
- La politique artisanale non efficiente ;
- Un système de financement inadéquat ;
- Et la filière agroalimentaire mal structurée.

PERSPECTIVES ET STRATEGIES

- Améliorer le système de gestion
 - ❖ Modes de gestion : gestion directe, gestion en régie, gestion délégée ;
 - ❖ Méthodes de gestion (informatisation, connexion à l'Internet) ;
 - ❖ Méthodes de recouvrement : implication des autorités locales et chefs de quartiers, formation du personnel, appuis logistiques ;
 - ❖ Suivi - évaluation des méthodes et systèmes appliqués ;
 - ❖ Développer une politique de promotion des secteurs du développement :
 - ❖ Création de textes relatifs à la dévolution des biens entre l'Etat et les collectivités ;
 - ❖ Révision des textes législatifs et réglementaires notamment le Code des impôts, le code du commerce, le code des investissements, le code domanial ;
- Développer une politique de communication appropriée
 - ❖ Information, sensibilisation de la Société Civile ;
 - ❖ Instauration d'un cadre de concertation des partenaires internes et externes ;
 - ❖ Création de grands espaces économiques (salles de jeux, vidéothèques, Mini – Prix, de jour et de nuit, etc.) ;
- Mobiliser des ressources locales
 - ❖ Mobiliser les ressources humaines ;
 - ❖ Information, sensibilisation de tous les acteurs économiques ;
 - ❖ Motivation des acteurs économiques ;
 - ❖ Mobiliser les ressources financières ;
 - ❖ Identification du patrimoine des collectivités ;
 - ❖ Transfert effectif de compétences ;
 - ❖ Suivi correct des impôts et taxes existant ;
 - ❖ Création de nouvelles taxes et redevances.

III.2. Gouvernance locale

En matière de gouvernance locale des acquis importants sont à signaler. Il s'agit principalement de l'existence des collectivités locales décentralisées (District et les Communes) avec des lois définissant les compétences aux différents niveaux suivant les textes de la décentralisation.

- Loi n° 93-008 du février 1993 déterminant les conditions de la libre administration des collectivités ;
- Loi n° 95-034 du 12 avril 1995 portant code des collectivités locales territoriales ;
- Loi n° 96-025 du 21 février 1996 portant statut particulier du District.

Il faut également noter l'existence des organes élus des collectivités territoriales bénéficiant de la confiance des populations.

Plusieurs acteurs interviennent dans la gestion de la ville notamment les services déconcentrés de l'Etat, les services propres des collectivités locales, les associations, ONG et les partenaires au développement.

Pour une meilleure prise en charge des différentes missions, l'Etat a organisé un atelier national sur le transfert des services déconcentrés de l'Etat.

Le District a également défini le niveau de partenariat avec :

- les services techniques Régionaux ;
- le secteur privé ;
- la Société Civile ;
- les agences d'exécution ;
- les partenaires au Développement.

Le District a également fourni des efforts pour un renforcement de la collaboration et la concertation avec la Société Civile par l'organisation des forums avec les jeunes, les femmes et les autorités locales traditionnelles.

PRINCIPAUX PROBLEMES

De l'analyse de l'état de gouvernance démocratique un certain nombre de problèmes se posent aux plans économique, politique, administratif, social et culturel.

Il s'agit des contraintes suivantes :

- la confusion dans les attributions du District et des Communes ;
- le statut mal adapté du District ;
- l'insuffisance de collaboration et de coordination entre les différents acteurs et entre les services ;
- le faible niveau de formation et d'expertise spécialisée de la plupart des agents ;
- l'inexistence d'un cadre institutionnel et structurel de la démocratie participative ;
- l'insuffisance d'information de la population pour son implication dans les prises de décisions ;
- Insécurité et pathologies sociales ;
- Modes de communication interne et externe limités ;
- Faible implication et concertation des acteurs aux prises de décisions ;
- Clientélisme dans la gestion locale ;
- Organisation administrative et institutionnelle inadaptée.

PERSPECTIVES ET STRATEGIES

Pour faire face à toutes ces contraintes les actions suivantes s'imposent :

- La relecture de la loi n° 96-025 du 21 février portant statut particulier du District ;
- La mise en œuvre d'un programme conséquent de formation ;
- la détermination claire et précise des compétences du District à partir de l'expérience de gestion actuelle ;
- l'accélération du processus de transfert des compétences, des ressources (immobiliers/ équipements/ financières et humaines) ;
- la mise en œuvre d'une politique permanente et intensive d'information, d'éducation et de sensibilisation des populations du District ;
- l'instauration d'une bonne politique de gestion transparente des ressources financières et humaines ;
- la constitution d'une banque de données pour une meilleure prise et gestion des décisions.

III.3. Environnement et qualité de vie

La gestion des déchets revêt une grande importance dans le domaine de la protection de l'environnement.

La situation de l'assainissement dans le District s'apprécie suivant les sujets suivants :

- la gestion des déchets solides ;
- la gestion des déchets liquides ;
- la pollution atmosphérique ;
- l'évacuation des excréta ;
- le drainage des eaux pluviales ;
- les espaces verts et reboisement.

La gestion de l'environnement est assurée par les instances suivantes :

La Direction des Services Urbains et Voirie et l'Assainissement (DSUVA) les Communes, les GIE, la Direction Régionale de l'Hydraulique et de l'Energie, les Brigades Urbaines de Protection de l'Environnement (BUPE), les Brigades d'hygiène et les Comités de Salubrité Publique.

La Direction des Services Urbains de Voirie et d'Assainissement (DSUVA) intervient essentiellement dans les volets Assainissement, Voirie et Réseaux Divers.

Les activités d'assainissement à ce niveau concernent :

- Conception, la programmation et la coordination des activités d'assainissement et de Voirie dans le District.
- Nettoiemnt et collecte des ordures ménagères : Le ramassage des ordures à partir des dépôts au sol (dépôts de transit et dépôts anarchiques) par les engins de la Voirie, la précollecte étant assurée par les GIE, les Associations et les particuliers.
- Le système de caisson : consiste à placer des caissons de 7 m³ dans lesquels les GIE, les ménages pourront mettre les ordures Ces caissons après remplissage sont enlevés par des multi-bennes vers les décharges finales»
- A ces systèmes on peut ajouter le ramassage effectué par les bennes tasseuses. Avec ces bennes, on fait le porte à porte et le regroupement. Le regroupement consiste à immobiliser la benne tasseuse à des endroits bien définis (au nombre de deux actuellement). La population vient verser directement les ordures dans ces véhicules qui les amènent aux «décharges finales».
- Enfin le porte à porte : chaque ménage et familles mettent ses ordures dans les poubelles qui sont déposées à la porte. Les petites bennes de la Voirie passent les enlever.
- l'entretien de Voirie, de caniveaux, des collecteurs et égouts et de tout le système de drainage. La plupart de ces travaux sont actuellement confiés à des groupements et petites entreprises sous forme de contrat de ville par le Projet Développement Urbain et Décentralisation.
- l'entretien et l'extension du réseau d'éclairage public sont assurés par l'Energie du Mali.

Pour les autres activités, la DSUVA mène généralement des actions de suivi ou de contrôle.

PRINCIPAUX PROBLEMES

- l'insuffisance de caniveaux dans certains quartiers
- les caniveaux existant sont mal entretenus et engorgés d'ordures
- la prolifération des moustiques dans la ville
- le manque de clarification du rôle des autorités dans la décentralisation
- l'insuffisance d'évacuation des ordures
- le manque de civisme de certains citoyens dans le cadre de l'assainissement
- les textes en matière d'assainissement ne sont pas adaptés et sont dépassés
- le manque de décharge finale à l'échelle de la ville
- l'existence de dermatose et maladies respiratoires dues à l'environnement malsain
- les espaces verts sont envahis par les habitations
- les pesticides constituent aujourd'hui un danger pour l'environnement
- les eaux du fleuve sont polluées par les déchets des usines
- le manque d'eau potable dans la plupart des quartiers périphériques
- Certains cimetières de la ville sont mal situés par rapport à la station de pompage de Djikoroni
- l'Occupation anarchique des voies publiques (trottoirs, voies
- la mauvaise gestion des déchets biomédicaux
- les nuisances sonores et olfactives

PERSPECTIVES ET STRATEGIES

- prévoir l'entretien des ouvrages dans la conception des projets et assurer le suivi
- Former les élus municipaux et les GIE pour les rendre plus performants afin d'assurer leur mission
- faire la sensibilisation des populations pour qu'elles prennent conscience des problèmes environnementaux
- Adapter les textes aux réalités des communes et avoir le courage de les appliquer ;
- Aménager les décharges finales à l'échelle de la ville
- Evacuer régulièrement les déchets solides et liquides
- Créer des brigades ou associations de défense des espaces verts ou places publiques dans les quartiers
- Faire plus payer les pollueurs pour l'intérêt général
- Déplacer la station de pompage désormais mal placé par rapport à la ville
- étendre le réseau conventionnel d'adduction d'eau
- développer des systèmes alternatifs d'approvisionnement en eau potable
- libérer les emprises de circulation
- mieux gérer les déchets biomédicaux
- Réglementer la question des nuisances sonores et nocturnes

III.4. Education

Le niveau d'instruction de la population conditionne sa capacité de développement économique et social. Le niveau d'alphabétisation, ainsi que la fréquentation du système scolaire au Mali sont actuellement parmi les plus bas du monde. Le taux moyen net de scolarisation est de 30 % environ et le taux de fréquentation scolaire de 23 %.

PRINCIPAUX PROBLEMES

- Faiblesse du taux de la scolarisation,
- Faiblesse de la qualité de l'enseignement,
- insuffisance d'infrastructure et d'équipement,
- Problème d'alphabétisation de la population,
- Politisation de l'école,
- Problème de partenariat.

PERSPECTIVES ET STRATEGIES

- Pour améliorer le système éducatif malien, le Gouvernement a décidé la mise en place d'une nouvelle stratégie dénommée "la Nouvelle Ecole Fondamentale" (NEF). Cette stratégie, basée sur les enseignements tirés des écoles expérimentales depuis une quinzaine d'années vise les objectifs suivants :
 - ❖ - l'introduction de la modularité dans l'enseignement fondamental avec l'existence d'un tronc commun ;
 - ❖ - la pédagogie active et le maintien d'un bilinguisme fonctionnel dans toutes les écoles ;
 - ❖ - la contractualisation des relations Etat/Collectivité/communauté internationale.
- Les perspectives à court terme, moyen et long termes s'inscrivent dans le cadre de l'application de la stratégie ci-dessus énoncée et de la politique de décentralisation. Les objectifs visés sont :
 - ❖ - l'augmentation de la demande et de l'offre du système éducatif par la construction, la réhabilitation et l'équipement de salles de classe, de bureaux et annexes
 - ❖ - la formation et le recrutement d'enseignants;
 - ❖ - la fourniture de manuels scolaires;
 - ❖ - le renforcement de la capacité de planification et de gestion du secteur éducatif, par la mise en œuvre de programmes d'enseignement adaptés aux réalités du pays;
- La décentralisation du système éducatif dans le District consacre la dévolution de la gestion du fondamental aux collectivités décentralisées (les communes), du secondaire et spécialisé au District, du supérieur et du professionnel à l'Etat, les privés étant impliqués à tous les niveaux.

III.5. Culture, Sport et Loisir

Les arts et la culture sont restés les parents pauvres du développement du District qui pourtant recèle d'énormes potentialités sur le plan architectural, des monuments qui sont assez récents et des sites touristiques. Le District se doit de relever ce défi majeur du développement.

Le sport de masse perd de plus en plus de sa dynamique de l'insuffisance d'espace. L'urbanisation a presque consommé la plupart des terrains réservés aux équipements collectifs et aux infrastructures urbaines pour le développement des quartiers.

PRINCIPAUX PROBLEMES

- La non valorisation de nos richesses culturelles,
- L'insuffisance de la pratique populaire du sport,
- L'insuffisance des activités de loisir.

PERSPECTIVES ET STRATEGIES

- Sur le plan du développement culturel, des sports et des loisirs il est jugé nécessaire de :
 - ❖ Equiper et inaugurer le musée Régional (objets de musée, manque de données sur les valeurs traditionnelles et patrimoniales etc..)
 - ❖ Elaborer une carte culturelle sur le District de Bamako ;
 - ❖ Créer une banque de données sur les valeurs traditionnelles et patrimoniales.
- Tout cela permettra de :
 - ❖ Enrichir le répertoire de la carte de guide touristique ;
 - ❖ Relever le niveau de formation et d'information des encadreurs de troupes artistiques et culturelles par leur formation et information.
- Sur le plan sportif, la formation des encadreurs de clubs est nécessaire surtout au niveau des collectivités locales comme le «Comité Local de Sport». Une programmation appropriée est nécessaire qui s'intégrera les modules de formation sur l'arbitrage par exemple et la discipline sportive surtout pour le sport de masse. De là vient la nécessité de :
 - ❖ Développer les sports de masse ;
 - ❖ Développer les sports scolaires et universitaires.
- Dans tous ces cas de figure, il fut entendu que ces activités offrent par leur manifestation des regroupements des personnes, une opportunité pour :
 - ❖ Faire l'IEC (Information Environnementale et Civique)
 - ❖ Sponsoriser par une politique d'intéressement des différents sponsors potentiels (partenaires, parrainages etc...) ;
 - ❖ Rechercher les partenaires et sponsors potentiels car la promotion de toutes ces activités souffrent.
- Envisager une politique de subvention des activités culturelles et sportives et d'utilité publique incontestable.
 - ❖ Encourager la promotion d'une industrie artistique, artisanale et culturelle par la « production – distribution et consommation » des œuvres d'art et artistique à valeur de nos traditions. De là cet enjeu :
 - ❖ Faire ramener le goût des clients et de façon progressive et tendancielle à accepter, aimer, valoriser et préférer nos œuvres d'arts et artistiques.
- L'institution des Semaines artistiques et culturelles (locale, régionale ou nationale) aménagée et mieux équipée les infrastructures artistiques sportives et de loisirs sains. Pour ce faire il s'agit de :
 - ❖ Doter les quartiers et communes de plateaux sportifs et procéder à une cogenesis de la maintenance de telles logistiques car elles sont au même titre que les

espaces verts, objet de convoitise mercantile ;

- ❖ Enrichir les programmes d'activité des C.L.A.E.C (Centre de Lecture et d'Animation de Commune) ;
- ❖ Compléter le nombre de ces CLAEC par la création des CVL (Centre de vacance et Loisir) qui a l'avantage d'offrir à tous les âges de personnes des occasions de détente et de loisir ;
- ❖ Développer les circuits et pistes touristiques par l'aménagement de ceux qui existent.
- ❖ Créer et promouvoir les rencontres entre les artistes, les artisans, les sportifs, les encadreurs pour des échanges d'action transversale, de collaboration horizontale et fructueuse ;

III.6. Urbanisation et cadre de vie

L'urbanisation se manifeste par :

- Un taux de croissance naturelle élevé de la Population du District de Bamako, qui à son tour n'a cessé de croître surtout pendant la dernière décennie sous l'effet conjugué de l'augmentation du taux brut de natalité et de la diminution du taux brut de mortalité ;
- un taux d'urbanisation sans cesse en progression, d'une part à cause de la croissance naturelle des villes et d'autre part, sous la pression migratoire interne des campagnes vers les villes ;
- un taux de chômage élevé, surtout sensible chez les jeunes diplômés essentiellement produit aujourd'hui par l'Ecole malienne et qui sont par excellence des citadins de fait, pendant que les opportunités d'emplois permanents sont de plus en plus faibles dans un contexte où les populations urbaines ont connu une paupérisation progressive depuis les années 1980.

L'analyse du phénomène urbain du Mali ne doit pas occulter le fait que le pays est encore largement à dominance rurale. En effet, près de 78% de la population totale se trouve en milieu rural pendant que 82% de la population active y travaille dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, secteurs qui par ailleurs constituent les « piliers » de l'économie nationale.

Il est connu aujourd'hui que l'enclavement du pays et la sécheresse du début des années 1970 ont largement contribué à détériorer la situation économique du Mali notamment du District de Bamako. Au début des années 1980, la dégradation de la situation semblait plus accentuée chez les populations urbaines, la crise financière s'étant concrétisée par des déficits budgétaires sans précédent qui exigèrent dès 1981 un vaste programme de redressement à travers des mesures d'ajustement structurel.

Evidemment, les effets conjugués de ces événements sont répercutés sur les conditions d'habitat, de même que sur la qualité des services et des infrastructures au niveau du District, les ménages étant pratiquement dans des situations de subsistance, pendant que la part effective de l'Etat dans l'aménagement urbain (nouveaux lotissements, opérations immobilières, etc.) a largement diminué.

Par exemple, à Bamako, l'Etat a été responsable du lotissement de près de 70% de 1976 à 1983. Durant cette dernière période, la contribution du secteur privé légal aura été d'environ 10% alors que le « lotissement privé clandestin » à la base de l'habitat spontané a offert près de 60% de l'ensemble des nouveaux terrains.

La production de logements repose donc de plus en plus sur les initiatives de ménages eux-mêmes, en marge des interventions de l'Etat et des Sociétés Privées.

Ce phénomène s'observe également dans d'autres secteurs de l'économie malienne. Le secteur de l'emploi informel, par exemple, aurait pris, au Mali, une dimension rarement égalée dans d'autres pays. Une enquête de 1989 ayant permis d'établir que 78% des emplois urbains se trouveraient dans ledit Secteur.

La caractéristique fondamentale qu'on peut retenir de nos villes est leur croissance très rapide, ce qui fait apparaître des problèmes majeurs, notamment humains, organisationnels et de conditions d'existence aux dimensions difficiles à maîtriser.

PRINCIPAUX PROBLEMES

Le développement urbain à Bamako a été très galopant au cours des dernières années et la population actuelle peut être estimée à plus de 1,5 millions d'habitants.

Les principaux problèmes de l'urbanisation sont entre autres :

- insuffisance d'infrastructures et d'équipements,
- La mauvaise gestion du foncier,
- Problèmes de l'habitat et de logement,
- Problèmes de transport et de circulation

PERSPECTIVES ET STRATEGIE

Dans ce volet il s'agit pour la Mairie du District de Bamako :

- - organiser et de régulariser l'occupation des espaces publics ;
- - établir des outils de gestion performants des domaines par l'élaboration de plans d'Urbanisme sectoriel (PUS) ;
- - maîtriser les nouvelles constructions dans le District de Bamako ;
- - améliorer le cadre de vie des populations par la réhabilitation et la viabilisation des quartiers spontanés où résident 40% de la population du District de Bamako.
- - réaliser des logements sociaux géographiquement bien repartis, pour l'accès à un logement décent pour les populations à faible revenu.

Le Programme « **Sauvons Notre Quartier** » engagé depuis 1992 a été évalué. L'intervention de la Mairie du District consistera à appuyer les Communes dans la mise en œuvre du programme.

Jusqu'à une époque récente, le transport collectif de l'agglomération de Bamako était exclusivement assuré par le secteur informel privé. Une multitude de transporteurs assurait l'essentiel des déplacements avec une qualité de service et des conditions de sécurité médiocres. L'offre insuffisante surtout aux heures de pointe entraînait des temps d'attente considérables pour les usagers avec des pratiques tarifaires abusives.

Conscient des graves lacunes de ce système le District s'était engagé dans une politique de promotion de l'initiative privée à travers la création de sociétés structurées. L'arrivée de ces sociétés a mis en évidence le manque de coordination entre les transporteurs et l'inadéquation des infrastructures face aux impératifs d'un système moderne de transport. Par défaut de coordination, l'offre est devenue surabondante sur certaines lignes et reste déficitaire ou inexistante sur d'autres plus difficiles d'accès.

Il est donc devenu indispensable pour le district de disposer d'un schéma général lui permettant de prendre des décisions cohérentes avec sa politique d'amélioration des transports collectifs.

Ce schéma s'appuiera sur :

- des directives pour l'amélioration du cadre institutionnel dans lequel s'organiseront les transports collectifs ;
- les possibilités de regrouper les transporteurs en corporations très limitées ;
- les réseaux de communication d'information et de sensibilisation
- l'acquisition d'au moins 30 hectares pour une gare routière des gros porteurs.

Ce développement urbain s'est accompagné d'une grande évolution du parc automobile, qui malgré les efforts consentis dans l'extension de la voirie vers les quartiers périphériques pose de sérieux problèmes de décongestion et de fluidité de la circulation au centre ville.

Toutefois, la croissance urbaine et le développement de l'usage des modes motorisés nécessitent l'actualisation de l'étude du plan de circulation avec les mesures d'accompagnement suivantes :

- l'aménagement et l'équipement des carrefours ;
- l'organisation du domaine public ;
- la mise en place d'un système d'information et de sensibilisation de la population.

IV. VISION GLOBALE ET PAR DOMAINES PRIORITAIRES D'INTERVENTION

IV.1. Vision Globale

**Bamako, ville culturelle,
moderne, sûre et prospère où
il fait bon vivre**

IV.2. Visions Thématiques

Par rapport à ces différents thèmes, les visions suivantes ont été dégagées :

THEMES	VISIONS
Bonne Gouvernance	Bamako, ville de tradition démocratique, bien gérée et sûre
Environnement et qualité de vie	Bamako, ville saine, solidaire où il fait bon vivre
Urbanisation et cadre de vie	Bamako, ville moderne et attrayante
Economie Urbaine	Bamako, ville d'échange prospère
Education	Bamako, haut lieu du savoir et du savoir faire
Culture, Sport et Loisir	Bamako, ville avec un rayonnement culturel

V. PRESENTATION DU PLAN STRATEGIQUE

V.1. Objectifs

V.1.1. Economie Urbaine

Objectif global	Objectifs spécifiques
Promouvoir le développement économique par les activités de production, de création d'emplois et de mobilisation des ressources	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Organiser et promouvoir le secteur informel ; ⇒ Réhabiliter, créer et bien gérer les équipements marchands ; ⇒ Améliorer la mobilisation des ressources pour le financement du développement économique ; ⇒ Elaborer et mettre en œuvre une politique artisanale efficiente ; ⇒ Améliorer le système de financement des femmes et des jeunes ; ⇒ Organiser et promouvoir la filière agroalimentaire.

V.1.2. Gouvernance locale

Objectif global	Objectifs spécifiques
Améliorer la gouvernance locale	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Promouvoir l'esprit de citoyenneté ; ⇒ Assurer la sécurité des personnes et des biens ; ⇒ Mettre en œuvre des programmes de renforcement des capacités ; ⇒ Définir une politique de communication interne et externe ; ⇒ Susciter une meilleure implication des acteurs aux prises de décisions, ⇒ Promouvoir la transparence dans la gestion des affaires locales ; ⇒ Adapter les textes en général et particulièrement ceux portants statut particulier du District

V.1.3. Environnement et Qualité de vie

Objectif global	Objectifs spécifiques
Améliorer la qualité de vie des populations dans un environnement sain d'ici 10 ans	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Améliorer l'accès des populations du District aux moyens de transport adéquats ; ⇒ Améliorer l'environnement urbain ; ⇒ Rendre accessible les services de santé aux populations ; ⇒ Améliorer la situation socio-économique des couches défavorisées

V.1.4. Education

Objectif global	Objectifs spécifiques
Disposer d'un système éducatif performant	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Renforcer la scolarisation, ⇒ Améliorer la qualité de l'enseignement ⇒ Promouvoir les infrastructures et équipements scolaires ⇒ Renforcer l'alphabétisation, ⇒ Ramener l'autorité à l'école, ⇒ Renforcer le partenariat autour de l'école

V.1.5. Culture Sport et Loisir

Objectif global	Objectifs spécifiques
Faire de Bamako une ville de culture, une ville où le sport est perçu comme facteur d'amélioration de la qualité de vie et de fédérateur, une ville où on peut se divertir physiquement, intellectuellement et psychologiquement	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Valoriser le patrimoine culturel, architectural et touristique ; ⇒ Promouvoir la pratique populaire du sport et des loisirs.

V.1.6. Urbanisation et cadre de vie

Objectif global	Objectifs spécifiques
Elaborer et appliquer une politique d'urbanisation adaptée	<ul style="list-style-type: none">⇒ - Améliorer les infrastructures et équipements collectifs urbains de base ;⇒ - Gérer efficacement le foncier ;⇒ - Améliorer les conditions de l'habitat et l'accès aux logements décents dans le District de Bamako.

V.2. Résultats

V.2.1. Economie Urbaine

- - Le secteur informel est bien organisé et rentabilisé ;
- - la ville est dotée d'équipements marchants suffisants, modernes, spécialisés et bien gérés ;
- - des ressources importantes sont mobilisées pour financer les programmes de développement économiques ;
- - Le secteur artisanal est mieux encadré et rentabilisé ;
- - Le financement est plus accessible aux acteurs économiques, en particulier aux femmes et aux jeunes ;
- - La filière agroalimentaire est performante.

V.2.2. Bonne Gouvernance

- - L'esprit de citoyenneté est valorisé ;
- - La sécurité des personnes et des biens est assurée ;
- - des programmes de formation sont exécutés ;
- - Une politique de communication interne et externe est mise en œuvre ;
- - Un cadre d'implication et de concertation des acteurs aux prises de décisions existe ;
- - Les affaires locales sont gérées de manière transparente ;
- - Les textes en général et ceux portant statut particulier du District sont adaptés.

V.2.3. Environnement

- - L'accès des populations du District aux moyens de transport adéquats est assuré ;
- - La qualité de l'air et de l'eau est améliorée ;
- - Les déchets solides et liquides sont mieux gérés ;
- - Les soins de santé sont rendus accessibles à la majorité des populations de Bamako ;
- - La situation socio-économique des couches défavorisées est renforcée.

V.2.4. Education

- - Le taux de scolarisation a augmenté ;
- - la qualité de l'enseignement est améliorée ;
- - les infrastructures et équipements scolaires sont réalisés en nombre et en qualité ;
- - une grande partie de la population est alphabétisée ;
- - Les règlements et textes sont respectés ;
- - Tous les partenaires participent à la vie de l'école.

V.2.5. Culture, Sport et Loisir

- - Des infrastructures artistiques, touristiques et culturelles sont créées ;
- - Le patrimoine culturel, touristique et architectural est valorisé ;
- - la pratique populaire des activités de sport est améliorée.

V.2.6. Urbanisation

- Des infrastructures et équipements de voirie, d'assainissement, hospitaliers sont réalisés et bien entretenus ;
- Des mécanismes transparents de gestion foncière sont appliqués ;
- L'accès aux logements sociaux dans u cadre sécurisé est amélioré.

VI. Cadres Logiques

VI.1. ECONOMIE URBAINE

Vision	Bamako, ville prospère et ville d'échange
Thématique	Economie urbaine
Objectif général	Promouvoir le développement économique par des activités de production, de création d'emplois et de mobilisation des ressources

Objectifs spécifiques	Résultats	Situation actuelle	Actions	
			1	2
1.1. Organiser et promouvoir le secteur informel	Le secteur informel est bien organisé et rentabilisé	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Secteur informel mal organisé, mal exploité et non maîtrisé ✓ Secteur privé peu développé et mal organisé ✓ Manque de qualification de la main d'œuvre ✓ Insuffisance d'initiatives créatrices ✓ Secteur informel mal connu ✓ Secteur informel peu rentable 	<ul style="list-style-type: none"> 1.1.1. Favoriser l'accès des acteurs du secteur informel à des modules de formations adaptées 1.1.2. Mettre en place des outils de suivi du secteur informel (type observatoire) 1.1.3. Mieux organiser les filières du secteur informel 	
1.2. Réhabiliter, créer et mieux gérer les équipements marchands	La ville est dotée d'équipements marchands suffisants, modernes, spécialisés et bien gérés	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Equipements marchands insuffisants, inadaptés mal gérés ✓ Confusion entre marché de gros et marchés de détail ✓ Non spécialisation des marchés ✓ Equipements marchands mal organisés ✓ Insuffisance d'implication des acteurs concernés dans la gestion des équipements marchands 	<ul style="list-style-type: none"> 1.2.1. Créer un système de gestion concertée 1.2.2. Elaborer un plan d'entretien et de rénovation des marchés 1.2.3. Réhabiliter les équipements marchands vétustes 1.2.4. Mettre en place des équipements marchands complémentaires 1.2.5. Suivre l'exploitation des marchés 	

Objectifs spécifiques	Résultats	Situation actuelle	Actions
1.3. Améliorer la mobilisation des ressources pour le financement de l'économie	Les ressources importantes sont mobilisées pour financer les programmes de développement économiques	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mobilisation insuffisante des ressources et faiblesse des outils ✓ Importante évasion fiscale (marché, foncier...) ✓ Faible niveau de recouvrement ✓ Revenus faibles (des collectivités) ✓ Non dévolution des biens entre l'Etat et les collectivités ✓ Sources de revenus mal identifiées ✓ Corruption, fraude ✓ Manque de motivation des agents de recouvrement ✓ Non implication des autorités traditionnelles dans le processus de recouvrement ✓ Secteur informel échappant à la fiscalité 	<ul style="list-style-type: none"> 1.3.1. Mettre en œuvre un système de recouvrement des recettes plus performant 1.3.2. Renforcer la lutte contre la fraude et la corruption 1.3.3. Finaliser et appliquer les textes sur la dévolution des biens 1.3.4. Poursuivre l'opération d'adresage dans le District de Bamako.
1.4. Elaborer et mettre en œuvre une politique artisanale efficiente	Le secteur artisanal est mieux encadré et rentabilisé	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Politique artisanal non efficiente ✓ Insuffisance de promotion du secteur artisanal ✓ Difficultés d'écoulement des produits artisanaux ✓ Espaces d'activités insuffisants ✓ La main d'œuvre n'a pas accès aux techniques modernes de production ✓ Charges fiscales élevées ✓ Insuffisance d'unités légères de transformation ✓ Coût élevé des produits énergétiques ✓ Moyens de transport inadéquats pour les différents produits 	<ul style="list-style-type: none"> 1.4.1. Améliorer la promotion des produits artisanaux 1.4.2. Alléger les charges fiscales des opérateurs du secteur artisanal 1.4.3. Améliorer les techniques de production artisanale et leur promotion 1.4.4. Aménager de nouveaux espaces pour installer des unités artisanales

Objectifs spécifiques	Résultats	Situation actuelle	Actions
1.5. Améliorer le système de financement pour les femmes et les jeunes	Le financement est plus accessible aux acteurs économiques, en particulier aux femmes et aux jeunes	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Système de finance inadéquat ✓ Taux d'intérêt élevés ✓ Coût élevé des intrants ✓ Manque d'encadrement du crédit ✓ Accès limité des entreprises aux capitaux 	<ul style="list-style-type: none"> 1.5.1. Appuyer l'accès des groupes vulnérables aux crédits 1.5.2. Assurer un meilleur encadrement des bénéficiaires aux crédits 1.5.3. Appuyer l'accès des entreprises aux crédits
1.6. Organiser et promouvoir les filières agroalimentaires	La filière agroalimentaire est performante	<ul style="list-style-type: none"> ✓ L'industrie de la transformation des filières agroalimentaires est en progrès notable. Cependant beaucoup de produits ne sont pas concernés par cette évolution ✓ Espace d'activités agropastorales de plus en plus réduit ✓ Difficulté d'écoulement des produits ✓ Insuffisance d'unité de conservation et de transformation des produits alimentaires 	<ul style="list-style-type: none"> 1.6.1. Faciliter l'organisation des activités agropastorales dans les périphéries 1.6.2. Appuyer l'implantation de nouvelles unités de conservation et de transformation des produits agroalimentaires 1.6.3. Rechercher des débouchés sûrs pour des produits agroalimentaires

VII.2. GOUVERNANCE LOCALE

Vision	Bamako, ville de tradition démocratique, bien gérée, sûre
Thématique	Gouvernance Locale
Objectif général	Améliorer la gouvernance locale

Objectifs spécifiques	Résultats	Situation actuelle	Actions	
			2.1.1. Créer un cadre dynamique de concertation, d'information et de sensibilisation des acteurs	2.1.2. Appliquer correctement les textes
2.1. Promouvoir l'esprit de citoyenneté effectif	<ul style="list-style-type: none"> ✓ L'esprit de citoyenneté est effectif 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Occupation anarchique des places publiques du District ✓ Mauvaise compréhension de la démocratie ✓ Méconnaissance des droits et devoirs du citoyen 		
2.2. Assurer la sécurité des personnes et des biens	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La sécurité des personnes et des biens est assurée 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Immigration incontrôlée ✓ Débits de boissons et maison de tolérance incontrôlés ✓ Impact négatif des films dangereux ✓ Drogue ✓ Enfants de la rue 	<ul style="list-style-type: none"> 2.2.1. Informer et sensibiliser la population sur le bien fondé du rôle des services de sécurité 2.2.2. Accroître les capacités des services de sécurité 2.2.3. Mettre en place la police municipale 2.2.4. Construire une fourrière 	
2.3. Mettre en place un programme de renforcement des capacités	Des programmes de formation sont exécutés	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Capacité de gestion limitée au niveau des élus et des services publics locaux ✓ Manque de formation adéquate pour les acteurs de la société civile ✓ Insuffisance de cadres ✓ Taux élevé d'analphabétisme 	<ul style="list-style-type: none"> 2.3.1. Organiser des sessions de formation à l'intention des élus, des cadres, des agents, etc... suivant un programme de formation 	

Objectifs spécifiques	Résultats	Situation actuelle	Actions
2.4. Définir une politique de communication interne et externe	Une politique de communication interne et externe est mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mode de communication limité au niveau local ✓ Citoyens peu informés sur leur ville ✓ Insuffisance de communication entre les services du District et ceux des Mairies des Communes 	<ul style="list-style-type: none"> 2.4.1. Créer une banque de données sur le District 2.4.2. Organiser des réunions de coordination régulière des différents services du District 2.4.3. Créer un bulletin d'information au sein du District 2.4.4. Etablir des rapports de coopération décentralisée
2.5. Susciter une meilleure implication et concertation des acteurs aux prises de décisions	Un cadre d'implication et de concertation des acteurs aux prises de décisions existe	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Faible implication des populations dans la gestion de la cité ✓ Faible implication des chefs de quartier et des chefs traditionnels dans les prises de décision ✓ Non-appropriation des programmes de développement par les populations 	<ul style="list-style-type: none"> 2.5.1. Créer un cadre dynamique de concertation, d'information et de sensibilisation 2.5.2. Organiser des réunions de concertation 2.5.3. Organiser des réunions de restitution 2.5.4. Coordonner l'intervention des différents acteurs
2.6. Promouvoir la transparence dans la gestion des affaires locales	Les affaires locales sont gérées de manière transparente	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Clientélisme dans la gestion des affaires de la cité ✓ Corruption 	<ul style="list-style-type: none"> 2.6.1. Elaborer les procédures de gestion 2.6.2. Diffuser les procédures de gestion 2.6.3. Appliquer les procédures de gestion
2.7. Adapter les textes en général et particulièrement portant statut particulier du District	Les textes en général et ceux portant statut particulier du District sont adaptés	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Insuffisance des textes ✓ Manque d'organigramme approprié aux nouvelles fonctions ✓ Conflit entre élus et représentants de l'Etat ✓ Mauvaise gestion du foncier ✓ Non-immatriculation du domaine privé du District et des six communes ✓ Manque de leadership au niveau des élus ✓ Mauvaise interprétation de la décentralisation ✓ Absence de code de bonne conduite 	<ul style="list-style-type: none"> 2.7.1. relire les lois n° 96.025 (District) N° 93.008 (Libre Adm.) N° 95.034 (code CT)

VI.3. ENVIRONNEMENT ET QUALITE DE VIE

Vision	Bamako, ville saine où il fait bon vivre
Thématique	Environnement et qualité de vie
Objectif général	Améliorer la qualité de vie des populations dans un environnement sain d'ici 10 ans

Objectifs spécifiques	Résultats	Situation actuelle	Actions	
			3.1.1. Organiser le secteur du transport	3.1.2. Augmenter les moyens de transport
3.1. Améliorer l'accès des populations du District aux moyens de transport adéquats	L'accès des populations du District aux moyens de transport adéquats est assuré	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Moyens de transport précaires ✓ Mauvaise organisation du transport ✓ Insuffisance des normes techniques et textes réglementaires ✓ Chevauchement de missions entre les services techniques ✓ Multiplicité des syndicats ne parlant pas le même langage ✓ Insuffisance de formation et d'éducation et de formation des transporteurs et usagers 	<ul style="list-style-type: none"> 3.1.3. Mettre en place un système de contrôle dynamique 3.1.4. Amoindrir le coût du transport 3.1.5. Améliorer les voies du transport 3.1.6. Aménager les points de stationnements 3.1.7. Améliorer l'accès des populations du District aux moyens de transport adéquat 3.1.8. Améliorer l'environnement urbain 	

Objectifs spécifiques	Résultats	Situation actuelle	Actions
3.2. Améliorer l'environnement urbain	La qualité de l'air et de l'eau est améliorée	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Pollution de l'air par gaz et poussière ✓ Insuffisance de l'IEC de la population, incivisme ✓ Insuffisance de réseau d'adduction d'eau 	<ul style="list-style-type: none"> 3.2.1. Traiter les eaux des puits 3.2.2. Réaliser des bornes fontaines et des forges dans les quartiers 3.2.3. Lutter contre les sources de pollution de l'air 3.2.4. Créer un cadre de concertation entre les intervenants 3.2.5. Valoriser les déchets solides et liquides 3.2.6. Créer des espaces verts 3.2.7. Aménager les berges du fleuve Niger
	Les déchets solides et liquides sont mieux gérés	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Manque de lieu de décharges pour ordures solides ✓ Inexistence de décharges finales pour déchets solides et liquides ✓ Insuffisances d'évacuation des déchets (ordures ménagères, déchets plastiques, biomédicaux industriels) ✓ Mauvaise gestion des déchets solides, liquides, biomédicaux, ordures ménagères, déchets plastiques ingérables ✓ Stagnation des eaux usées dans les rues et places publiques ✓ Insuffisance des caniveaux ✓ Latrines publiques mal entretenus ✓ Fosses septiques insuffisantes 	<ul style="list-style-type: none"> 3.2.8. Réaliser des ouvrages individuels d'évacuation des eaux usées 3.2.9. Réaliser des mini-égouts d'évacuation 3.2.10. Réaliser des stations de traitement des eaux usées 3.2.11. Réaliser des ouvrages d'évacuation des eaux de pluies (caniveaux collecteurs) 3.2.12. Organiser la collecte et l'évacuation des déchets solides de façon efficace 3.2.13. Lutter contre le SIDA 3.2.14. Lutter contre le paludisme.

Objectifs spécifiques	Résultats	Situation actuelle	Actions
3.3. Rendre accessible les services de santé aux populations	Les soins de santé sont rendus accessibles au maximum des populations de Bamako	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Insuffisance de couverture sanitaire ✓ Coût élevé des prestations et des médicaments rendant l'accès difficile à la santé ✓ Prolifération des principaux vecteurs de maladies (mouches, moustiques,...) 	<ul style="list-style-type: none"> 3.3.1. Implanter les centres de santé conformément à la Carte Sanitaire 3.3.2. Sensibiliser les populations pour adhérer aux centres 3.3.3. Renforcer la qualité des prestations des centres de santé communautaire 3.3.4. Faire la promotion des médicaments DCI 3.3.5. Renforcer et doter les services sociaux de moyens pour la prise en charge des démunis 3.3.6. Lutter contre les vecteurs de maladies 3.3.7. Sensibiliser les populations sur la qualité des produits alimentaires
3.4. Améliorer la situation socio-économique des couches défavorisées	La situation socio-économique des couches défavorisées est renforcée	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les handicapés exclus du processus social et économique ✓ Peu d'emplois créés pour les femmes et les jeunes ✓ Chômage importants chez les jeunes et les femmes 	<ul style="list-style-type: none"> 3.4.1. Initier des projets pour les couches défavorisées 3.4.2. Crée des centres d'apprentissage pour les démunis 3.4.3. Mettre en place un fonds d'appui aux défavorisés 3.4.4. Définir les modalités d'octroi du fonds d'appui 3.4.5. Financer les activités 3.4.6. former les bénéficiaires 3.4.7. Suivre l'exécution des activités

VI.4. EDUCATION

Vision	Bamako, Haut lieu du savoir et du savoir faire
Thématique	Education
Objectif général	Disposer d'un système éducatif performant

Objectifs spécifiques	Résultats	Situation actuelle	Actions	
			4.1.1. Recruter des enseignants	4.1.2. Sensibiliser la population
4.1. Renforcer la scolarisation	La scolarisation est renforcée	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Faible taux de scolarisation ✓ Faible taux de scolarisation des filles ✓ Déperdition scolaire élevée 		
4.2. Améliorer la qualité de l'enseignement	La qualité de l'enseignement est améliorée	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mauvaise qualité de l'enseignement ✓ Contrôle insuffisant dans les écoles de base/privées ✓ Mauvaise formation des enseignants ✓ Insuffisance de matériaux didactiques ✓ Faible éducation civique et morale ✓ Déficit permanent d'enseignants 	<ul style="list-style-type: none"> 4.2.1. Créer et doter les bibliothèques des communes et des écoles 4.2.2. Former le personnel spécialisé 4.2.3. Elaborer et exécuter des programmes de formation 4.2.4. Former les formateurs 	
4.3. Promouvoir les infrastructures et équipements scolaires	Les infrastructures et équipements scolaires sont réalisés en nombre et en qualité raisonnables	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Insuffisance de salles de classe ✓ Insuffisance d'infrastructures scolaires et préscolaires ✓ Manque de moyens de transport des élèves ✓ Insuffisance d'équipements et de logistiques 	<ul style="list-style-type: none"> 4.3.1. Construire de nouvelles salles de classe 4.3.2. Réhabiliter les anciennes salles de classe 4.3.3. Doter les écoles en matériels didactiques 	

Objectifs spécifiques	Résultats	Situation actuelle	Actions
4.4. Renforcer l'alphabétisation	Une grande part de la population est alphabétisée	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Analphabétisme des femmes 	4.4.1. Encourager la création des centres d'alphabétisations et des CED 4.4.2. Encourager les cours du soir 4.4.3. Sensibiliser la population
4.5. Ramener et renforcer l'autorité à l'école	<p>Les règlements et textes régissant l'école sont respectées</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Politisation de l'école ✓ Insécurité dans les écoles ✓ Grèves endémiques ✓ Indiscipline des élèves ✓ Démission des parents d'élèves ✓ Absence d'autorité du maître ✓ Mauvaise conduite des enseignants 	4.5.1. Créer un cadre de concertation dynamique entre tous les partenaires de l'école

VI.5. CULTURE SPORT ET LOISIRS

Vision	Bamako, ville de loisir au rayonnement culturel et sportif affirmé
Thématique	Culture, Sport et Loisirs
Objectif général	Faire de Bamako

- une ville de culture où chaque valeur culturelle vaut son pesant d'or
- une ville où le sport est perçu comme facteur d'union et d'amélioration de la qualité de vie et fédérateur
- une ville où on peut se divertir physiquement, intellectuellement et psychologiquement

Objectifs spécifiques	Résultats	Situation actuelle	Actions
5.1. Valoriser le patrimoine culturel architectural et touristique	Des infrastructures artistiques, touristiques et culturelles sont créées	La Présidence de la république a engagé un vaste programme de réalisation d'infrastructures et équipements artistiques, touristiques qui ne sont pas bien connues des étrangers. Il y a donc une insuffisante de promotion des potentialités touristiques	<p>5.1.1. Identifier les sites</p> <p>5.1.2. Elaborer les plans de réalisation d'infrastructures et équipements culturels</p> <p>5.1.3. Réaliser des infrastructures et équipements culturels et touristiques</p> <p>5.1.4. Construire et équiper des auberges et musée</p> <p>5.1.5. Aménager le patrimoine culturel et touristique</p> <p>5.1.6. Sensibiliser les différents acteurs</p> <p>5.1.7. Aménager le patrimoine culturel et touristique</p> <p>5.1.8. Protéger les sites et monuments touristiques</p> <p>5.1.9. Entretenir les patrimoines culturels</p> <p>5.1.10. Organiser des semaines artistiques</p> <p>5.1.11. Instituer des prix littéraires et artistiques</p> <p>5.1.12. Promouvoir les échanges culturels</p> <p>5.1.13. Créer une base de données sur le tourisme et la culture</p>

Objectifs spécifiques	Résultats	Situation actuelle	Actions
5.2. Promouvoir la pratique populaire du sport et du loisir	La pratique populaire des activités de sport et de loisir est améliorée	Un des principaux problèmes du sport de masse est l'insuffisance d'espace pour la pratique sportive	<p>5.2.1. Organiser une coupe annuelle entre les coopératives (transporteurs, commerçants, artisans)</p> <p>5.2.2. Organiser un Cross populaire annuel pour le District</p> <p>5.2.3. Organiser des compétitions sportives au niveau des secondaires (football – basketball)</p> <p>5.2.4. Appuyer l'aménagement d'infrastructures sportives de proximité</p> <p>5.2.5. Créer et aménager des espaces de loisir</p> <p>5.2.6. Organiser des compétitions pour les autres disciplines</p>

VI.6. URBANISATION ET CADRE DE VIE

Vision	Bamako ville moderne et attrayante
Thématique	Urbanisation
Objectif général	Elaborer et appliquer une politique d'urbanisation adaptée

Objectifs spécifiques	Résultats	Situation actuelle	Actions				
			6.1.1. Faire des études techniques de réalisation	6.1.2. Appuyer la construction et l'équipement de deux hôpitaux sur la rive droite du fleuve	6.1.3. Construire, réhabiliter et entretenir des ouvrages de voirie, d'assainissement et d'art (ponts, pinceaux, dalois)	6.1.4. Etendre les réseaux d'électricité, d'eau, de téléphone et de signalisation	6.1.5. Diminuer le nombre d'accidents de la circulation devant les établissements scolaires
6.1. Améliorer les infrastructures et équipements	Des infrastructures et équipements de voirie, d'assainissement, hospitaliers sont réalisés et bien entretenus	✓ Impraticabilité de certaines voies quartiers dépourvus d'ouvrages de drainage					
6.2. Gérer efficacement le foncier urbain	Des mécanismes transparents de gestion foncière sont appliqués	✓ Occupation anarchique du domaine public ✓ confusion de rôle entre services dans la gestion foncière	6.2.1. Identifier le patrimoine foncier du District	6.2.2. Immatriculer le patrimoine foncier du District	6.2.3. Elaborer des plans parcellaires de tous les quartiers	6.2.4. Redynamiser le suivi et la gestion du patrimoine foncier	6.2.5. Réaliser le Cadastre du District
6.3. Améliorer les conditions de l'habitat l'accès au logement	L'accès aux logements sociaux dans un cadre sécurisé est amélioré	✓ Logements décents à moindre coût beaucoup trop cher pour la majorité des citadins ✓ Système de location mal réglementé	6.3.1. Réhabiliter les anciens et quartiers spontanés	6.3.2. Créer un fonds de solidarité pour appuyer les déguerpis des quartiers spontanés et sinistres	6.3.3. Construire et attribuer des logements sociaux pour les défavorisés		

PLAN STRATEGIQUE DE DEVELOPPEMENT DU DISTRICT DE BAMAKO

ATELIER DU 13 AU 16 FEVRIER 2001
LIEU : MEMORIAL MODIBO KEITA

LISTE DE PRESENCE

Groupe I : ECONOMIE URBAINE

N°	PRENOMS ET NOMS	SERVICES
1	Mme SIDIBE Fatoumata DOUCOURE	B. Personnel /DB
2	Attahi	PGU/BNETD
3	Amadou	DSUVA
4	Gaoussou	C.Impôts
5	El Hadj Moussa	Rep. Chefs de Quartiers
6	Domossé	R.Perception
7	Bréhima	DRCC
8	Mamadou	RAM/D

Groupe II : GOUVERNANCE LOCALE

N°	PRENOMS ET NOMS	SERVICES
1	Birama	TRAORE
2	Amadou	TRAORE
3	Oumar	COULIBALY
4	Moussa	DIAKITE
5	Kouamé	APPESSIKA
6	Cyriaque	DEMBELE
7	Dansina	KONE
8	Sidi Lamine	SANGARE
9	Oumar	SANGHO
10	Siaka	BAGAYOKO
11	Mme TRAORE Haby	SOW
12	Mamadou	SOW

**Groupe III : ENVIRONNEMENT
ET CADRE DE VIE**

N°	PRENOMS ET NOMS	SERVICES
1	Ahmidou	IMNAR
2	Titi	NIARE
3	A/C Seydou	COULIBALY
4	Makan	CAMARA
5	Boubacar	DIAKITE
6	Mamadou - S -	DIALLO
7	Mme CISSE Aïché	SOW
8	Haman	TOURE
9	Mahamadou	KAYA

Groupe IV : EDUCATION

N°	PRENOMS ET NOMS	SERVICES
1	Diafing	TOGOLA
2	Demba	SOW
3	Kounady	SOGOBA
4	Jean Marie	DIARRA
5	Mme OUATTARA Maï	KONARE
6	Mme DIARRA Aminata	MANE
7	Mme FOMBA Fatoumata	KONE
8	Ismaïla	SY

**Groupe V : CULTURE – SPORT
ET LOISIRS**

N°	PRENOMS ET NOMS	SERVICES
1	Mme Oumou	TRAORE
2	Kéfa	COULIBALY
3	Makan	DIABATE
4	Abdramane	TOURE
5	Bokary	DIARRA
6	Sékouba	SINAYOKO
7	Hamidou	BERTHE

Groupe VI : URBANISATION

N°	PRENOMS ET NOMS	SERVICES
1	Mme SISSOKO Fanta	BATHILY
2	N'Golo	COULIBALY
3	Mahamane	GUITTEYE
4	Mme DJIMDE Djénèba	DOUGNON
5	Yacouba	DIAWARA
6	Lansina	CAMARA
7	Mary	TRAORE
8	Fougougna	SACKO
9	Fatoumata Sory	DIALLO